



Conseil économique et social

Distr. générale
21 novembre 2003
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Quarante-deuxième session

4-13 février 2004

Point 2 de l'ordre du jour

Examen des méthodes de travail de la Commission du développement social

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport a été établi en application de la résolution 57/270 B de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a prié chaque commission technique d'examiner ses méthodes de travail afin de mieux assurer l'application des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies, sur la base d'un rapport contenant des recommandations que le Secrétaire général lui présenterait. On y examine les méthodes de travail de la Commission du développement social et les progrès qu'elle a accomplis jusqu'ici pour les améliorer et pouvoir ainsi mieux s'adapter aux évolutions en cours, notamment à l'évolution de ses mandats. Le rapport s'achève par un certain nombre de recommandations tendant à améliorer encore les méthodes de travail de la Commission.

I. Introduction

1. Au paragraphe 46 de sa résolution 57/270 B, l'Assemblée générale a prié chaque commission technique d'examiner ses méthodes de travail afin de mieux assurer l'application des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies, estimant qu'une approche uniforme n'était pas indispensable puisque chacune de ces commissions avait un caractère qui lui était propre, sur la base d'un rapport contenant des recommandations que le Secrétaire général présenterait à chacune d'elles et indiquant que les commissions techniques et autres organes compétents du Conseil économique et social devraient faire



rapport au Conseil sur le résultat de cet examen en 2005 au plus tard. Le présent rapport a été établi comme suite à cette demande.

II. Mandats de la Commission

2. La Commission du développement social, qui s'appelait à l'origine Commission des questions sociales, a été créée par le Conseil économique et social en 1946. Ses fonctions, telles qu'elles sont énoncées dans son mandat initial figurant dans la résolution 10 (II) du Conseil, en date du 21 juin 1946, consistaient à donner des avis au Conseil touchant les questions sociales de caractère général, les mesures concrètes qu'il y avait lieu de prendre dans le domaine social et les conventions ou accords internationaux relatifs aux questions sociales et leur application et à lui faire rapport sur la mesure dans laquelle étaient appliquées les recommandations de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concernait la politique sociale.

3. Après avoir réexaminé entièrement le rôle de la Commission en 1961, le Conseil économique et social, dans sa résolution 830 J (XXXII) du 2 août 1961, a élargi le mandat de celle-ci, en lui demandant de lui donner des avis sur des politiques sociales de caractère général, la recherche sociale dans les domaines touchant au développement social et économique et les politiques et programmes destinés à promouvoir le progrès social. Dans sa résolution 1139 (XLI) du 29 juillet 1966, le Conseil a chargé la Commission de lui donner des avis sur les problèmes sociaux à l'égard desquels des mesures ou des recommandations pourraient être demandées par le Conseil lui-même ou par l'Assemblée générale. Il a également décidé que la Commission porterait le nom de Commission du développement social, de sorte que soit précisé son rôle d'organe destiné à préparer la tâche du Conseil pour tout ce qui avait trait aux politiques de développement social. Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels a été adopté par l'Assemblée générale au cours de cette même année.

III. Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale

4. En 1996, à la suite du Sommet mondial pour le développement social qui s'était tenu à Copenhague en 1995, le mandat de la Commission a été de nouveau élargi afin qu'elle puisse assurer le rôle d'organe intergouvernemental chargé au premier chef du suivi du Sommet. Dans sa résolution 50/161 du 22 décembre 1995, relative à la suite donnée au Sommet, l'Assemblée générale a décidé que la Commission, une fois revitalisée, constituerait, avec le Conseil économique et social et l'Assemblée elle-même, le mécanisme intergouvernemental à trois niveaux qui permettrait d'examiner la suite donnée au Sommet. À cet égard, la Commission a été chargée au premier chef du suivi et de l'examen de la mise en oeuvre du Sommet, le Conseil de l'orientation d'ensemble et de la coordination et l'Assemblée de la formulation des politiques.

5. Dans sa résolution 1996/7 du 22 juillet 1996, le Conseil économique et social a réaffirmé que le suivi du Sommet mondial pour le développement social s'inspirerait d'une conception cohérente du développement social et d'un suivi et

d'une application coordonnée des résultats des grandes conférences internationales organisées dans les domaines économique et social et les domaines connexes et que la Commission aurait la responsabilité première du suivi et de l'examen de l'application du Sommet. Tout en réaffirmant le mandat dont elle était investie, il a décidé qu'elle devrait, lorsqu'elle l'aiderait à suivre, examiner et évaluer les progrès réalisés et les problèmes rencontrés dans l'application des textes issus du Sommet :

- a) Faire mieux comprendre le développement social au niveau international, notamment par des échanges d'informations et de données d'expérience;
- b) Incorporer, dans le cadre du suivi du Sommet, l'examen de questions touchant la situation des groupes sociaux, notamment celui des programmes d'action pertinents de l'Organisation des Nations Unies concernant ces groupes, et l'examen d'autres questions sectorielles;
- c) Recenser les questions nouvelles qui affectent le développement social et doivent être examinées d'urgence, et formuler des recommandations de fond à leur sujet;
- d) Soumettre au Conseil des recommandations relatives au développement social;
- e) Élaborer des mesures pratiques visant à favoriser l'application des recommandations du Sommet;
- f) Recenser les problèmes qui nécessitent une meilleure coordination à l'échelle du système, compte tenu des apports de fond fournis par les différents organismes des Nations Unies ainsi que des contributions des autres commissions techniques compétentes, afin d'aider le Conseil à accomplir sa tâche de coordination;
- g) Continuer de sensibiliser l'opinion et l'amener à appuyer davantage l'application de la Déclaration de Copenhague et du Programme d'action du Sommet.

6. Afin que la Commission puisse s'acquitter plus efficacement de ces mandats, le Conseil économique et social a également décidé que le nombre de ses membres passerait de 32 à 46, qu'elle se réunirait une fois par an à compter de 1997 et que la durée de ses sessions passerait de cinq à huit jours ouvrables. Il convient de noter qu'entre 1961 et 1969, la Commission s'était réunie tous les ans.

7. De plus, dans sa résolution 1996/7, le Conseil économique et social, tenant compte de sa résolution 1995/60 du 28 juillet 1995, dans laquelle il avait décidé que la Commission devrait, entre autres, concevoir un programme de travail pluriannuel jusqu'à l'an 2000 en choisissant des thèmes spécifiques qu'elle examinerait dans une perspective intégrée, a modifié la structure de l'ordre du jour de la Commission et celle de son nouveau programme de travail, qui comprenait les éléments suivants :

- a) Examen des thèmes inscrits au programme de travail pluriannuel, y compris la situation des groupes sociaux;
- b) Examen des plans et programmes d'action de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la situation des groupes sociaux, le cas échéant;

c) Questions nouvelles, tendances et approches nouvelles des problèmes affectant le développement social, le cas échéant.

8. Le rôle primordial joué par la Commission du développement social dans l'application des textes issus du Sommet a été réaffirmé à l'issue de l'examen quinquennal de 2000. À sa vingt-quatrième session extraordinaire, l'Assemblée générale a prié le Conseil économique et social d'évaluer régulièrement, par l'intermédiaire de la Commission, la suite donnée aux engagements pris à Copenhague et aux nouvelles initiatives de développement social prises à la session extraordinaire.

IV. Méthodes de travail de la Commission

9. À diverses reprises, la Commission a pris conscience de la nécessité d'améliorer ses méthodes de travail afin de s'adapter aux évolutions en cours, notamment à l'évolution de son mandat.

10. À sa quarantième session, tenue en février 2002, la Commission a, afin d'améliorer ses méthodes de travail, recommandé au Conseil économique et social d'adopter une décision selon laquelle l'élection de son président et des autres membres du bureau se tiendrait immédiatement après la clôture de sa session ordinaire et non plus au début. Cette initiative a assuré la continuité et permis au même bureau de diriger l'ensemble des préparatifs de la session, qu'il s'agisse des activités menées avant et pendant la session.

11. Au paragraphe 47 de la résolution 57/270 B, l'Assemblée générale a souligné que les commissions techniques à ce dûment habilitées devaient continuer d'assumer la responsabilité principale de l'examen et de l'évaluation des progrès accomplis dans l'application des documents issus des conférences des Nations Unies, tout en imprimant une orientation nouvelle à leurs méthodes de travail.

12. Comme suite à cette demande, le bureau de la Commission formule les propositions ci-après pour améliorer les travaux de la Commission à sa quarante-deuxième session, qui se tiendra en février 2004 :

a) Afin que le temps alloué (huit jours ouvrables) soit utilisé effectivement et que la Commission tire profit de délibérations plus longues et constructives sur les questions de politique sociale, il est envisagé de convoquer plusieurs réunions-débats lors de la quarante-deuxième session. Il est avéré que la participation active d'experts du développement social aux travaux de la Commission améliorerait la qualité des débats et renforcerait les échanges de données d'expérience sur les questions de fond inscrites à l'ordre du jour. La tenue de réunions-débats est aussi de nature à favoriser l'établissement d'un dialogue constructif entre les représentants des organisations non gouvernementales et de la société civile et ceux des gouvernements;

b) Le recensement, par la Commission, des questions nouvelles qui affectent le développement social et doivent être examinées d'urgence et la formulation des recommandations de fond à leur sujet déterminent en grande partie l'efficacité de ses travaux (voir la résolution 1996/7 du Conseil). De plus, rappelant la décision susmentionnée du Conseil relative à la nouvelle structure de l'ordre du jour de la Commission (voir par. 7 ci-dessus), le bureau de la Commission a proposé d'inscrire à l'ordre du jour de la quarante-deuxième session et des sessions

ultérieures un point intitulé « Nouvelles questions concernant le développement social ». Dans le cadre du programme pluriannuel actuel, en vigueur jusqu'en 2006, ce point supplémentaire donnerait une certaine marge de manoeuvre à la Commission, même dans l'éventualité où elle opterait pour un programme de travail biennal;

c) Le bureau a également proposé que la Commission examine, au titre de ce nouveau point de son ordre du jour, la question des migrations internationales et des migrants dans une perspective sociale, étant donné que dans de nombreux pays, qu'ils soient d'origine, de destination ou de transit, les migrations internationales, qui concernent un nombre considérable de personnes, occupent de plus en plus le devant de la scène et revêtent de plus en plus d'importance sur les plans économique, social et politique. Il est proposé que la Commission examine la question dans l'optique du bien-être des migrants et des dimensions sociales des migrations internationales.

V. Recommandations

13. Les recommandations ci-après sont soumises pour examen au Conseil économique et social par l'intermédiaire de la Commission du développement social :

a) **Pour ce qui est des conclusions concernant ses thèmes prioritaires, la Commission veillerait à ce qu'elles soient mieux circonscrites et contiennent des éléments nouveaux et des pratiques utiles, que l'Assemblée générale pourrait examiner par l'intermédiaire du Conseil;**

b) **S'agissant de son programme de travail pluriannuel, qui porte actuellement sur une période quinquennale allant jusqu'à 2006, la Commission pourrait étudier la possibilité d'adopter un programme de travail biennal, auquel cas il faudrait organiser de manière intégrée les points à inscrire aux futurs ordres du jour de la Commission, notamment les questions touchant la situation des groupes sociaux, conformément à la décision du Conseil visée au paragraphe 5 b) ci-dessus;**

c) **Conformément au paragraphe 48 de la résolution 57/270 B, dans lequel l'Assemblée a invité les commissions techniques à examiner, lors de leurs délibérations, l'expérience acquise et les enseignements tirés par les fonds et programmes des Nations Unies dans l'application des documents issus des conférences des Nations Unies, la Commission souhaitera peut-être encourager ces fonds et programmes, ainsi que d'autres entités du système des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods, à participer plus activement à ses travaux;**

d) **Conformément au paragraphe 52 de la résolution 57/270 B, dans lequel l'Assemblée a invité les commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies à prendre part à l'examen des progrès accomplis dans l'application et le suivi des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies, la Commission souhaitera peut-être prier les commissions régionales de participer activement aux préparatifs de l'examen de l'application des textes issus du Sommet mondial pour le**

développement social et de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale, prévu pour 2005;

e) Dans le cadre du suivi du Sommet mondial pour le développement social, de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale et des autres grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies, et de l'examen de l'application des textes qui en sont issus, la Commission souhaitera peut-être étudier les moyens d'articuler ses travaux sur ceux des autres commissions techniques du Conseil, notamment en coopérant avec les divers secrétariats techniques et bureaux et en se concertant avec eux;

f) Compte tenu de la résolution 57/270 B, dans laquelle l'Assemblée a considéré que les conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies jouaient un rôle capital en ce qu'elles permettaient d'appeler l'attention sur les grandes questions, de mobiliser les responsables politiques et l'opinion publique, de promouvoir la participation de la société civile et du secteur privé et de faire le bilan de l'application des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies par toutes les parties intéressées et à tous les niveaux, la Commission voudra peut-être encourager et faciliter plus avant la participation active et constructive de tous les acteurs à ses travaux dans le domaine du développement social, en particulier lorsqu'elle examinera son thème prioritaire en 2005;

g) Dans le cadre de ses travaux, et en particulier de l'examen auquel elle procédera en 2005, la Commission souhaitera peut-être axer son attention sur les principales mesures prises pour poursuivre l'application de son programme d'action, ainsi que sur les défis et problèmes nouveaux, conformément au paragraphe 71 de la résolution 57/270 B et continuer à recenser les moyens d'encourager plus efficacement la coopération, les partenariats et la solidarité pour favoriser le développement social et le progrès social;

h) Enfin, la Commission souhaitera peut-être examiner de quelle manière elle peut contribuer à la « rencontre importante » de 2005, qui est envisagée au paragraphe 75 de la résolution 57/270 B.